

**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER  
(PI-PIF – Tunisie)**



**AIDE MEMOIRE PREMIERE MISSION CONJOINTE  
Tunis - 20 - 24 JUIN 2016**



International  
Finance Corporation  
WORLD BANK GROUP



WORLD BANK GROUP  
Environment & Natural Resources



**European Bank**  
for Reconstruction and Development

**Aide-Mémoire**  
**Première Mission Conjointe pour la préparation du Plan d'Investissement du Programme**  
**d'Investissement Forestier Tunisie**

**20 – 24 Juin 2016**

---

**I. INTRODUCTION**

1. Dans le cadre de la préparation du Plan d'Investissement du Programme d'Investissement Forestier (PI-PIF) et du *Readiness Preparation Plan* (R-PP), la Tunisie a organisé sa première mission conjointe du 20 au 24 Juin 2016 dont l'objectif global était de présenter les documents du PI-PIF et du R-PP et les discuter avec les parties prenantes concernées.
2. **Bref historique.** La Tunisie a été sélectionnée en mai 2015 par le sous-comité PIF parmi les pays pilotes du Programme d'Investissement Forestier (PIF) et a reçu une subvention de 250 000 USD pour préparer son Plan d'Investissement (PI) avec l'appui des Banques Multilatérales de Développement (BMD) qui collaborent avec toutes les parties prenantes concernées (organisations des Nations Unies, partenaires bilatéraux, secteur privé, organisations de la société civile) pour apporter l'assistance technique nécessaire au gouvernement tunisien.
3. Les BMD ont organisé une mission de préparation (28-30 Septembre 2015) du PI-PIF sous la conduite du gouvernement tunisien. Cette mission avait pour objectif global d'initier officiellement le processus de préparation du programme avec les parties prenantes et planifier les activités de préparation du PIF avec les responsables nationaux.
4. Conformément au plan d'action défini lors de la mission de préparation et suite au recrutement d'un consortium pour la préparation du PI-PIF et du R-PP, une première mission technique des experts (7-23 Mars 2016) et une mission des BMD (21-24 Mars 2016) ont été organisées afin (i) d'échanger avec les acteurs du secteur forestier en Tunisie, notamment les représentants des institutions administratives, du secteur privé, de la société civile et des producteurs et exploitants forestiers (ii) collecter des données moyennant des visites de terrain, (iii) convenir de la méthodologie d'élaboration du PIF et de ses principales orientations stratégiques, (iv) définir en concertation entre les BMD, le consortium et le point focal PIF à la Direction Générale des Forêts (DGF) un plan d'action pour la production des documents (Annexe 1)
5. Ainsi, le consortium a fait parvenir aux BMD et au point focal PIF une première version du PI – PIF de la Tunisie qui a été présentée et discutée lors d'une audioconférence (4 Mai 2016). D'autre part, une première version du R-PP en langue française a été discutée avec une équipe de représentants du consortium.
6. Suite à la réception de la deuxième version des documents (13 juin 2016) le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche a convié la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD) à la première mission conjointe du 20 au 24 Juin 2016 (annexe 2).
7. Cette mission a été conduite sous le leadership du gouvernement tunisien en la personne de Monsieur Ameer MOKHTAR, point focal de la Tunisie pour le PIF et Directeur Du Développement Sylvo-Pastoral, Direction Générale des Forêts (DGF), Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche. Pour les BMD, la mission a été conduite par M. Taoufiq BENNOUNA, expert principal en Gestion des Ressources Naturelles à la Banque Mondiale (BM), et est composée de: M. Jalel EL FALEH, Ingénieur en Irrigation à la Banque Africaine de Développement (BAD) ; M. Ananie Cyrille Ekoumou ABANDA consultant FIP/REDD+ à la BAD, Mme Marianna Wiedenbeck Associate Civil Society Manager à la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD) et M. Ryan Alexander, Climate analyst à la BERD. La liste complète des participants est en annexe 3.

8. La mission adresse ses vifs remerciements aux autorités nationales et à toutes les parties (institutions nationales et locales, organisations de la société civile, représentants du secteur privé, partenaires techniques et financiers ..... ) pour l'intérêt qu'ils ont manifesté à ce programme et pour la qualité des échanges. La mission remercie particulièrement le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, le consortium et les Bureaux des BMD à Tunis pour les facilités qui lui ont été accordées.

## **II. OBJECTIFS DE LA MISSION**

9. La mission conjointe avait pour principal objectif de partager le document du plan d'investissement avec toutes les parties prenantes et recueillir leurs propositions et approbations sur le document. Les objectifs spécifiques de la mission étaient de :
- S'assurer que le projet du PI/PIF suit les lignes directrices du PIF;
  - S'assurer de l'articulation des co-bénéfices du PI/PIF : Pauvreté, biodiversité, Adaptation ... ;
  - S'accorder avec les parties prenantes sur les priorités d'investissement et projets identifiés;
  - Assurer une consultation plus large avec toutes les parties prenantes ;
  - S'assurer de la complémentarité et la synergie du PI/PIF avec les autres institutions, opportunités et activités contribuant au programme REDD+;
  - Convenir de la stratégie de mobilisation des fonds pour financer le PI/PIF ;
  - Formuler des recommandations en vue de finaliser la stratégie d'investissement du PI/PIF et les notes conceptuelles des projets pour soumission au sous-comité du FIP en novembre 2016.
  - En marge de la mission, une séance d'information sera conduite par le consortium à destination des représentants des parties prenantes Institutions nationales, Secteur privé et Société civile. Elle permettra de renforcer la sensibilisation à la REDD+, et de présenter les travaux en cours d'élaboration du R-PP (plan de préparation à la REDD+) pour la Tunisie.

## **III. CONSULTATIONS DES PARTIES PRENANTES**

10. Conformément aux termes de référence de la mission (annexe 4), plusieurs réunions de consultations ont été tenues avec les parties prenantes (institutions nationales, secteur privé, société civile, partenaires techniques et financiers et comité de pilotage PIF). Les différentes parties prenantes ont apprécié la qualité du document, et ont exprimé des recommandations pour son amélioration notamment : (i) citer plus d'informations sur l'économie tunisienne (PIB, part de l'agriculture dans le PIB, taux de croissance, ...) sur les données socio-économiques et démographiques (indice de développement humain, taux de pauvreté et de chômage généraux et leur grande variété régionale et en particulier au niveau des zones forestières, populations urbaines et rurales, ...), (ii) donner plus d'information sur la biodiversité et les aires protégées (importance, qualité et gestion) (iii) détailler l'articulation entre le PI-PIF et le mécanisme REDD+ ainsi que son calendrier de mise en œuvre ; (iv) faire une analyse cohérente valorisant les acquis/atouts et identifiant les lacunes/défaillances du secteur forestier et pastoral ; (v) Renforcer les références sur le contexte foncier, à la prise en compte du genre (femmes, jeunes et groupes vulnérables), à la participation des collectivités locales, et aux activités non forestières permettant de réduire la pression sur la forêt ; (vi) faire apparaître plus distinctement l'articulation entre le PIF et les autres stratégies gouvernant les ressources naturelles en Tunisie ; (vii) analyser les projets proposés par les régions dans le plan quinquennal et en retenir, dans le PI/PIF, ceux qui répondent aux exigences du PIF, (viii) montrer plus clairement la complémentarité entre les projets d'investissement proposés et ceux en cours soutenus par plusieurs bailleurs et (ix) établir de façon explicite le lien entre le diagnostic posé, les options stratégiques retenues et le choix des projets.

### **❖ Compte rendu de la réunion avec les institutions nationales (20 juin 2016)**

11. Les principales remarques et recommandations des représentants des institutions nationales ont porté sur les éléments ci-après :
- Justifier le choix des statistiques adoptées dans le document ;

- Nuancer le diagnostic de manière à montrer aussi bien les faiblesses que les forces et avantages du secteur ;
- Intégrer dans le document une analyse de « l'exception tunisienne » qui justifie son choix dans ce programme ;
- Mieux développer l'analyse de la vulnérabilité des forêts et parcours aux changements climatiques ;
- Lien absent entre la partie analytique et le choix des projets ;
- La partie innovante et l'approche transformationnelle n'apparaissent pas dans ce qui est proposé ;
- Faire une cartographie des autres projets et montrer les complémentarités avec eux ;
- Mieux clarifier que les projets proposés visent le développement tout en contribuant à l'amélioration de la résilience et des capacités d'absorption de carbone ;
- Clarifier la démarche de réduction des risques liés à la mise en œuvre du PI/PIF ;
- Le projet 3 relatif à la préservation et l'amélioration de la résilience des parcours nécessite d'être développée davantage ;
- Faire en sorte que les trois projets soient complémentaires et suivent une logique cohérente ce qui n'est pas le cas actuellement.

❖ **Compte rendu de la réunion avec les représentants du secteur privé (21 juin 2016)**

12. Les principales recommandations du secteur privé sont les suivantes :

- Pertinence de procéder aussi bien à une révision du cadre réglementaire ainsi qu'à une réorganisation du cadre institutionnel de gestion des forêts et parcours comme activité préalable à tout investissement ;
- Explorer davantage les potentiels du secteur en création d'emploi et d'amélioration des conditions de vie des populations locales ;
- Mettre en exergue davantage le rôle du secteur privé dans la promotion du secteur sylvo-pastoral ;
- Nécessité de développer les avantages sociaux et la valeur ajoutée des projets, notamment pour la population locale ;
- Vérifier la concordance du document PI-PIF avec les orientations stratégiques du plan quinquennal 2016-2020.

❖ **Compte rendu de la réunion avec les partenaires techniques et financiers (21 juin 2016)**

13. Les principales recommandations des partenaires techniques et financiers sur le PI/PIF sont les suivantes :

- La synthèse et l'analyse effectuées dans les sections 1 à 3 semblent pertinentes mais déconnectées de la suite du document ;
- Les projets d'investissement proposés montrent des duplications avec des projets en cours de préparation. Le projet n°1 est celui en cours de préparation par la Banque Mondiale, le projet n°2 est très proche de celui en cours de préparation par l'AFD, le projet n°3 s'inscrit dans la continuité du PRODESUD du FIDA. Ceci dénote des risques de duplication et d'incohérence ;
- Approfondir le processus en cours de décentralisation et de déconcentration et analyser dans quelle mesure il prend en compte la gestion décentralisée des ressources naturelles ;
- Le montage institutionnel proposé pour la mise en œuvre du PI/PIF est à approfondir davantage ;
- Il y'a lieu de bien évaluer l'ensemble des activités et des composantes des trois projets du PIF afin d'obtenir des budgets réalistes et justifiables ;
- Il est conseillé d'éviter les termes « sensibilisation » et « vulgarisation », qui ont une connotation très « verticale » de la diffusion d'un message. Il est préférable d'utiliser des termes comme « animation territoriale » afin d'éviter toute mauvaise interprétation ;
- Détailler la méthodologie d'estimation du taux de carbone séquestré dans les projets proposés ;

- Identifier pour chaque BMD les axes d'intervention / financements qui lui seront accordés conformément à ses intérêts et priorités et intégrer des propositions pour d'autres partenaires techniques et financiers, notamment le Fond Vert pour le Climat qui a été approché pour une éventuelle collaboration dans le cadre du PI-PIF ;
  - Le comité de pilotage en cours de création est un comité commun entre REDD+ et PI-PIF ce qui présente un avantage vu que l'ancrage institutionnel du PI/PIF doit être coordonné et harmonisé avec celui de la REDD+, malgré le fait que le processus REDD+ n'ait été initié que récemment en Tunisie.
14. Concernant le R-PP, les partenaires techniques et financiers ont eu les principaux commentaires ci-après :
- Vérifier la pertinence de lancer un processus REDD+ qui semble exigeant, complexe, exhaustif et coûteux pour un pays comme la Tunisie dont les spécificités par rapport à la REDD+ semblent limitées. Ne faut-il procéder à une simplification du processus pour ne garder que ce qui pourrait apporter un avantage évident pour la Tunisie tel que la mise en place des comités de consultation et le système MRV ;
  - L'articulation de la R-PP et la cohérence avec le PI/PIF doit être améliorée ;
  - Le document est trop complexe en l'état et doit être repris de façon à mieux clarifier son contenu.

❖ **Compte rendu de la réunion avec les représentants de la société civile (22 juin 2016)**

15. Les principales remarques et recommandations des représentants de la société civile ont porté sur les éléments ci-après :
- L'analyse ne prend pas en compte l'historique de développement du secteur forestier, les tentatives et politiques adoptées par la DGF pour l'implication de la société civile et les leçons que l'on peut tirer ;
  - L'analyse ne développe pas le potentiel de la société civile pour la valorisation et la protection des ressources naturelles ;
  - L'analyse devrait davantage décrire les préoccupations de la société civile ;
  - Aborder les problèmes de communication ou l'absence de communication entre l'administration forestière et les associations ;
  - Mettre en exergue l'historique des statuts des associations et une analyse critique de l'évolution des institutions locales de base (évolution AFIC, GFIC, GDA) ;
  - Analyser et tirer des leçons des projets (PGRN1, PGRN2, projet japonais..) et les principales leçons à tirer en termes d'implication des groupements locaux de base (GDA) et la société civile (approche participative et intégrée...) ;
  - La partie analytique du document ne comprend pas l'analyse des parcs nationaux, les aires protégées et zones humides ;
  - Absence d'une analyse socio-économique et démographique des zones sylvo-pastorales qui permettrait d'établir un lien cohérent avec les recommandations du plan d'investissement au niveau régional et local;
  - Intégrer les aspects genre et jeunesse
  - Mieux expliciter la méthodologie adoptée pour le choix des zones des projets et le calcul de leurs couts ;
  - Présenter des exemples concrets des possibilités d'implication de la société civile dans la cogestion de ressources forestières/pastorales/agricoles et dans l'utilisation des services des écosystèmes
  - Développer les projets d'investissement et de renforcement des capacités innovateurs à travers une approche participative 'bottom-up' pour s'assurer de leur pertinence et soutenabilité
  - Il serait important d'approfondir l'analyse des mécanismes de gouvernance ;
  - Mieux démontrer comment la mise en œuvre des projets proposés sous le PIF sera entreprise d'une façon participative et focalisée sur la création de valeur pour la population locale.

- Les projets proposés sont ambitieux et représentent un challenge important, qui va nécessiter un effort de renforcement des capacités, notamment à l'échelle locale.
- Il existe un risque lié au manque de moyens, et notamment de personnel, pour la mise en œuvre de ces projets. Les ONG et la société civile pourraient à ce titre jouer un rôle important pour la mise en œuvre de ces projets.

#### ❖ **Compte rendu de la réunion avec le comité de pilotage du PIF (23 juin 2016)**

16. Les membres du comité de pilotage ont eu des discussions très approfondies suite à la présentation du PI/PIF dont les principaux points sont les suivants :

- La partie analytique doit évoquer les acquis du secteur ;
- La méthodologie de choix des projets est à développer ;
- Il serait préférable que les projets du PI-PIF couvrent un maximum de gouvernorats du pays (notamment la région du Nord-Est). Il est également nécessaire d'éviter les chevauchements géographiques aussi bien entre les 3 projets proposés qu'avec les projets des autres bailleurs ;
- Il conviendrait de mettre en exergue l'approche innovante du projet 2 dans l'implication du secteur privé dans le développement des terres agricoles privées dégradées ;
- Le projet 2 paraît être analogue au projet AFD ;
- Il est nécessaire de trouver des mécanismes d'ancrage institutionnel qui réduiraient les risques liés au manque d'adhésion de la population au projet 2 étant donné que l'expérience antérieure montre qu'il est difficile d'impliquer des propriétaires de terrains privés dans des projets forestiers ;
- Vu les spécificités climatiques des régions couvertes par les projets 2 et 3, il conviendrait de réfléchir à l'approvisionnement en ressources en eaux ainsi qu'aux coûts que ça devrait induire. De là il serait intéressant de penser à des techniques durables de traitement des eaux ;
- Afin d'assurer le suivi des projets, il est utile de créer un comité technique constitué des représentants des directions concernées et de représentants régionaux. Ce comité assurera un feedback au comité de pilotage ;
- Détailler les procédures opérationnelles de mise en œuvre des projets ;
- L'unité d'exécution technique opérationnelle (MARHP) doit être décentralisée ;
- Le PI-PIF identifie des priorités d'investissement du pays en termes de diminution des dégradations des forêts et ne se substitue pas au plan de développement sylvopastoral
- A ce stade, le document présente des idées de concept note, la conception des projets sera détaillée dans des versions ultérieures ;
- PI-PIF doivent être peaufinés en mettant en exergue le potentiel de développement durable pour intéresser les bailleurs ;
- La mobilisation des dons est de la responsabilité de l'administration qui doit être réactive dans la recherche de fonds pour la mise en œuvre du PI-PIF. Néanmoins, il serait nécessaire de former des cadres du MARHP à la formulation des requêtes de financement.

#### **IV. RESULTATS DE LA MISSION CONJOINTE**

##### ❖ **Appréciation globale du document PI/PIF**

17. De manière globale, les parties prenantes incluant les BMD et le comité de pilotage du PIF/PI ont apprécié le premier draft du document d'investissement du projet. Les commentaires et suggestions formulées pour son amélioration peuvent être regroupés comme suit :

- ✓ **Développer un Résumé analytique** (*Executive summary*) bien conçu, qui permettrait de bien suivre « la narrative » de tout le document.
- ✓ **Renforcer la partie analytique liée aux attentes du PIF** : Toute la partie allant des sections 1 à 5 est plutôt descriptive et focalisée sur les aspects négatifs. Cette partie devrait, sur la base

d'études et analyses existantes, souligner les contraintes, les dynamiques, les potentialités et les défis.

- ✓ ***Il existe un grand gap entre les nombreuses pages des Section 1-5 et la brièveté de la Section 6*** : Cette section devrait approfondir les thèmes transversaux essentiels concernant les avantages comparatifs du PIF par rapport à d'autres approches : véhicule permettant de mobiliser des financements ; approche permettant une appropriation nationale et une meilleure gouvernance ; rôle du PIF en matière de développement durable ; appropriation intersectorielle, etc.
- ✓ ***Biodiversité et autres services écologiques*** : Le diagnostic relatif à ces éléments est assez général et mériterait des approfondissements au sujet de l'ensemble des facteurs conduisant à l'appauvrissement de la biodiversité et d'autres services écosystémiques. Le document ne développe pas ce que le PI/PIF pourra effectivement faire pour contribuer à atténuer ou éviter l'appauvrissement de la biodiversité, y compris par rapport à des activités concrètes d'amélioration des services écologiques et à des éventuelles initiatives de renforcement des capacités des principaux acteurs du pays.
- ✓ ***Gouvernance*** : Le thème de la gouvernance est traité d'une manière assez générale. Les principes clé de la bonne gouvernance - à savoir transparence, participation, qualité des prises de décisions, processus vertical et horizontal de la reddition des comptes (accountability) - devraient faire l'objet d'analyses et recommandations bien plus spécifiques. Le document ne reflète pas de quelle manière des processus, dispositions juridiques et mesures d'application pourraient effectivement améliorer la gouvernance. Il est recommandé de centrer l'analyse et, surtout, l'action sur : (i) la cohérence des politiques forestières et autres politiques régissant les ressources naturelles et l'agriculture; (ii) la contribution effective du PIF à une meilleure formulation des cadres juridiques et réglementaire (qui fera quoi et comment) ; (iii) un modèle transparent de partage des recettes forestières et d'équité que le PIF pourrait appuyer ; (iv) les mesures incitatives que le PIF pourrait préconiser ; (v) les mécanismes et les procédures que le PIF pourrait promouvoir pour favoriser la participation des parties prenantes ;
- ✓ ***Nécessité d'une réflexion cohérente et de plus grande envergure sur les droits des différents acteurs par rapport aux modalités de leur accès aux ressources et à leur utilisation.*** Tout en identifiant au niveau de l'analyse « *la complexité du foncier, l'insuffisance de la réglementation, la complexité de l'organisation des institutions et le manque de moyens de l'Administration en charge des parcours...* », le document, au niveau de l'action, ne propose que de petites mesures (plans de gestion des parcours, réalisation de plantations fourragères pastorales et mise en défens de certains parcours dégradés pour favoriser leur restauration) qui restent loin de ce qu'il y a lieu de faire. Il est en effet important de donner des indications précises sur la manière où le PIF peut contribuer à : (i) Améliorer les cadres juridiques établis pour protéger les droits de propriété et l'accès aux forêts de toutes les parties prenantes forestières (y compris les femmes) ; (ii) Renforcer les processus et les mécanismes de règlement des différends et des conflits concernant les droits fonciers et autres droits, notamment l'accès et le partage des bénéfices ; (iii) Mettre en place des mécanismes assurant la sécurité des droits fonciers des propriétaires forestières et des titulaires de droits ; et (iv) Mettre à la disposition des parties prenantes les informations exhaustives et exactes sur les droits fonciers et les droits relatifs aux forêts.
- ✓ ***Renforcement des capacités*** : Dans la cadre d'un PIF, on entend par renforcement des capacités toute activité visant à améliorer l'aptitude/la compétence qu'ont les parties prenantes pour s'attaquer aux causes directes et indirectes du déboisement et de la dégradation des forêts. D'une manière transversale, indépendamment des projets d'investissement spécifiques ou le renforcement des capacités est évoqué principalement dans le projet 1 ; il faudrait traiter d'une manière globale et cohérente l'ensemble du problème du renforcement des capacités : celles des institutions étatiques et non-étatiques, celles des acteurs locaux, celles de la coordination et le réseautage, etc.
- ✓ ***Population*** : Dans sa version actuelle, le document offre peu d'arguments sur les tendances de la population, y compris par rapport aux migrations rurales-urbaines, la pression des populations



sur les terres et les ressources. le document devrait développer davantage la population et les dynamiques socio-économiques locales, qui, évidemment, varient d'une région à l'autre. Quel est l'impact du fléau de la migration vers les côtes ? quels sont les changements concernant les petits exploitants qui dépendent fortement des ressources naturelles ? quel est le nombre de personnes vivant dans les zones géographiques où les forêts/parcours ont une importance économique ? Il est crucial d'avoir davantage de précisions (y compris de nature quantitative) sur la pauvreté rurale. La population rurale de la majorité des zones est actuellement en train de vieillir et de diminuer, est-ce que cela a un impact et lequel sur les ressources ? Enfin, il serait utile d'avoir une brève discussion sur l'économie de ces zones des populations.

- ✓ **Genre et groupes Vulnérables** : Le document n'a pas réservé l'attention nécessaire aux aspects de genre ni au rôle de la femme dans les zones forestières et les potentialités de développement préconisées pour l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables dont principalement les femmes, les jeunes et les ménages les plus dépourvus.
- ✓ **Capacité de séquestration et arboriculture** : Le document dans sa première partie montre le rôle de l'arboriculture, en particulier des oliviers, mais aussi potentiellement d'autres arbres fruitiers, dans la séquestration du carbone. Cette caractéristique intéressante n'est pas suffisamment prise en compte dans les discussions stratégiques ultérieures. Compte tenu de leur importance pour l'emploi et la contribution au PIB, il est recommandé de discuter de leur contribution plus en détail et du rôle du PIF dans cette perspective. En outre, le document devrait traiter d'une manière appropriée les synergies entre le potentiel de séquestration et production agricole améliorée (en particulier arboriculture, y compris les oliviers), par opposition à l'approche plus limitée à l'heure actuelle de se concentrer sur les arbres, les pâturages et l'agriculture dans les zones avoisinantes des forêts.
- ✓ **Energie** : Le document ne développe pas suffisamment la contribution des forêts et parcours à la consommation d'énergie primaire et les potentialités pour en accroître le rendement.
- ✓ **Valeur récréative des forêts** : Le document ne traite pas beaucoup de la valeur d'agrément / récréative des forêts pour les loisirs et le tourisme local (par opposition aux touristes internationaux) et gagnerait à développer les potentialités à ce sujet.
- ✓ **Analyse Institutionnelle** : les analyses mettent l'accent principalement sur les aspects négatifs plus que sur les aspects positifs. Il serait utile de développer aussi une discussion sur les forces et pas seulement les faiblesses. Le fait que la foresterie est combinée avec l'agriculture au sein d'un même ministère est certainement un facteur permettant d'améliorer une approche GRN intégrée. Il serait aussi important de discuter du budget alloué par l'état au secteur, y compris les points positifs et négatifs.
- ✓ **Décentralisation / déconcentration** : Comment le processus PIF soutiendra le processus de déconcentration en cours et comment il pourra accélérer le processus de décentralisation de la gestion des ressources naturelles ?
- ✓ **Quels sont les leçons apprises des opérations GRN antérieures et comment ces leçons ont été prises en compte ?** Concernant l'aide de la part des partenaires au développement, le document ne développe pas les leçons apprises et la valeur de leur appui (en termes d'impact sur le développement) pour la Tunisie.
- ✓ **Mettre le PI-PIF en cohérence avec les orientations stratégiques 2016-2020 de la Tunisie** : Il serait utile de démontrer la cohérence des questions traitées et des solutions proposées avec l'agenda de développement du pays (notamment la thématique de la sécurité alimentaire qui constitue l'un des quatre axes de la note d'orientation stratégique Tunisienne 2016-2020)
- ✓ **Etablir des liens interactifs entre résultats des analyses et projets d'investissement proposés** : Le passage de l'analyse à l'identification des projets d'investissement est trop abrupt. Il est nécessaire de développer une réflexion préalable sur la logique même du PIF en Tunisie, sa



justification, sa vision. La Section 6 devrait avoir une importance beaucoup plus grande, et les quelques « bullet points » ou graphiques ne peuvent pas avoir ce rôle.

- ✓ ***Les projets 2 et 3 présentent d'importants chevauchements entre eux et avec le projet 1*** en termes géographique et thématiques. Ils présentent aussi plusieurs similarités avec les projets de l'AFD et du FIDA en cours de préparation. Il est recommandé de revoir ces projets et proposer des idées de projets qui prennent en compte les contraintes identifiées dans la partie analytique et qui soient en complémentarité avec les initiatives en cours. Pour le projet 1, aucun développement ni suggestion n'est proposé pour le mettre dans le contexte du PIF sachant que ce projet est développé dans un contexte à part par la Banque mondiale. La section concernant la justification du projet 2 peint une "situation actuelle" très négative, même si le gouvernement et ses partenaires gouvernementaux, ont soutenu depuis plusieurs décennies la GRN. Il y a eu beaucoup de bonnes choses, si cela n'est pas le cas, il faudrait alors des chiffres, pour quantifier les dégâts. Comme le projet 1, le Projet 3 implique la GRN participative, la réforme institutionnelle et l'appui à la diversification des revenus. Quelles sont les expériences antérieures de ce genre d'opérations ? Le projet concerne la gestion des parcours, mais ne mentionne pas la productivité de l'élevage / la réduction de la taille des troupeaux... La gestion de la taille des troupeaux devrait pourtant être un élément essentiel du succès de l'opération. Dans la structure actuelle on trouve trois projets d'investissement formulés de manière autonome. Le risque réel est qu'ils finiront par opérer en vases clos. Comme demandé par les guidelines, il est important d'avoir une modalité d'intervention, ayant un rôle fédérateur, axée sur la coordination réelle des trois projets, le partage de toutes les connaissances, la communication et la sensibilisation, la mise en place d'un système cohérent de S&E, etc.
- ✓ ***Interaction entre forêts, captages d'eau et sédimentation/érosion.*** Le document devrait intégrer la situation des barrages et les conséquences pour la disponibilité des ressources d'eau dans le contexte des ressources agro/forestières. Aussi, une analyse plus approfondie de la problématique de l'érosion des sols, du taux de sédimentation – surtout dans le contexte de l'adaptation au changement climatique – devrait être intégrée ; accompagné par l'analyse des processus politiques/de gouvernance ainsi que les lacunes institutionnelles et de financement.
- ✓ ***Souligner la capacité du projet 2 à favoriser les investissements privés*** et à intégrer des technologies innovatrices d'adaptation aux changements climatiques.
- ✓ Le projet n°2 est prévu sur les terres privées dégradées dans les zones montagneuses du Nord-Ouest tunisien, selon une approche d'appui et d'incitation des propriétaires à l'investissement dans le secteur forestier, l'arboriculture ou l'agroforesterie. Il est important de démontrer en quoi ce projet est innovant en Tunisie et souligner sa capacité à favoriser les investissements privés et l'intégration de technologies innovatrices d'adaptation aux changements climatiques (Promotion de l'entrepreneuriat privé/paysan dans une approche d'aménagement du territoire intégré par le biais des activités agro-sylvo-pastorales avec des co-bénéfices importants en terme de fixation de carbone (PES), d'amélioration de la fertilité et de la conservation des sols, de mise en œuvre des AGR. Il est également important de montrer en quoi ce projet est différent de celui de l'AFD (un modèle de financement novateur, plus de financements privés, plus de séquestration de carbone, un aménagement intégré qui prend en compte les potentialités des zones cibles, ...)
- ✓ Prendre en compte les projets prévus dans le plan quinquennal pour le choix des projets prioritaires du PI/PIF.

## V. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

18. Les échanges tenus lors de la mission conjointe ont permis d'aboutir aux principales recommandations suivantes :

- ✓ Prendre en compte l'ensemble des commentaires développés ci-dessus pour améliorer le PI/PIF ;

- ✓ Organiser d'urgence une réunion avec le point focal GCF pour initier le processus d'inscription des investissements prioritaires identifiés dans le PI/PIF ;
- ✓ Améliorer la cohésion au sein du consortium et s'assurer que tous les membres ont lu et connaissent le PI/PIF dans son ensemble mais uniquement les paragraphes qu'ils ont écrits ;
- ✓ Justifier le choix des projets proposés et le mettre en lien avec la partie analytique ;
- ✓ D'ici la date de production de la prochaine version (fin juillet 2016), des réunions à distance seront tenues sur proposition du consortium pour discuter (i) des améliorations apportées au document ; (ii) de la justification des projets proposés;
- ✓ Eviter les répliques des projets qui existent et proposer des projets pertinents et transformationnels ;
- ✓ Améliorer l'édition du document et harmoniser le style de rédaction entre ses sections ;
- ✓ Implication et participation plus active du point focal PI/PIF.

## **VI. ETAPES FUTURES**

19. Les tableaux de l'annexe 1 ci-après présentent les étapes futures jusqu'à la soumission du PI/FIP au sous-comité du FIP.

**Annexe 1: Plan d'action de production des documents**  
**Plan d'action pour l'élaboration du PI/PIF**

Activities <sup>1</sup> / Year, months and weeks			2016																																				2017			
			Feb.		March					April					May					June					July					August					September					...	..	Jun.
			...	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	...	26					
1	Start of the consultancy																																									
2	Preparation of the mission																																									
3	Mission in Tunisia : meetings and consultation workshops																																									
4	Kick-off meeting																																									
5	Mission technique (MDBs)																																									
FIP/IP and R-PP																																										
6	Document writing																																									
7	First draft of R-PP and FIP/IP (-> WB)																																									
8	MDB and national team comments																																									
9	Revision (according to MDB and national team comments)																																									
10	Preliminary versions of conceptual notes of investments projects																																									
11	v2 - Revised versions of R-PP and FIP/IP																																									
12	Consultative workshop with key stakeholders																																									
13	1 <sup>st</sup> MDBs Joint Mission																																									
14	MDBs internal meetings																																									
15	Revision (according to consultative workshop and MDBs internal meetings)																																									
16	v3 - Revised versions of R-PP and FIP/IP																																									
17	National workshop (during MDBs 2 <sup>nd</sup> joint mission)																																									
18	Revision (according to national workshop)																																									
19	v4 - Revised versions of R-PP and FIP/IP																																									
20	Other amendments (other joint missions, internal MDBs quality meetings, independent international expert, FCFP, UNREDD, etc.)																																									
21	v5 - Final versions of R-PP and FIP/IP																																									
WB and AfDB investment project under GCF guidelines																																										
22	Project Concept Note writing																																									
23	Project Concept Note																																									
24	MDB and national team comments																																									
25	Revision of PCN																																									
26	Revised version of PCN																																									
27	Project document writing (funding proposal)																																									
28	WB investment project document																																									

Outputs	Mission in Tunisia by International Expert(s)	Conference all (MDBs, FRMi and FIP focal point)
Meeting, workshops and consultative actions	Report writing and amending	

Version number	Document description	Date of delivery
<b>FIP/IP and R-PP</b>		
v1	Preliminary versions of the FIP/IP and R-PP	29 April 2016
v2	Revised versions, according to MDBs and national team comments, including preliminary versions of the concept notes of investment projects	15 June 2016
v3	Revised versions, according to MDBs internal meetings and workshop with key stakeholders comment, including investment projects concept notes	30 July 2016
v4	Final versions, taking into account comments of the joint mission and national workshop participants, including investment projects concept notes	30 September 2016
v5	Definitive version, taking into account last amendments, including those asked by the FIP Sub-Committee	30 June 2017
<b>WB and AfDB investment project documents under GCF guidelines</b>		
v1	Project concept notes (PCN) of WB and AfDB investment projects	15 May 2016
v2	WB investment project PCN revised according to WB comments	31 May 2016
	AfDB investment project PCN revised according to AfDB comments	15 June 2016
Project document (funding proposal)	WB investment project document funding proposal	30 June 2016
	AfDB investment project document funding proposal	15 September 2016

Annexe 2 : Lettres d'invitation du gouvernement

REPUBLIQUE TUNISIENNE  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
DES RESSOURCES HYDRAULIQUES  
ET DE LA PÊCHE



Le Ministre de l'Agriculture,  
des Ressources Hydrauliques et de la Pêche  
A

Madame la Représentante Résidente  
de la Banque Mondiale  
en Tunisie

*DSR*

**Objet :** organisation de la première mission conjointe du Plan d'Investissement Forestier (PI/PIF) de la Tunisie.

**Réfé. :** Votre Lettre à Monsieur le Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale du 24 mai 2016.

**Madame la Représentante Résidente,**

La mission de préparation du PI/PIF organisé, du 28 au 30 septembre 2015, par les BMD et sous la conduite du gouvernement tunisien, a abouti à l'élaboration d'un plan d'action.

Ce plan d'action a été exécuté conformément aux délais convenus et a permis d'aboutir à l'élaboration d'une première version du PI/PIF. Cette version devrait maintenant faire l'objet de consultations avec les parties prenantes pour valider le contenu et les orientations du PI/PIF.

C'est dans ce contexte que nous avons le plaisir de vous confirmer notre accord pour l'organisation de la première mission conjointe des BMD du 20 au 24 Juin 2016.

En réitérant mes remerciements pour votre appui constant, veuillez agréer, Madame la Représentante Résidente, mes salutations les plus distinguées.



Le Ministre de l'Agriculture,  
des Ressources Hydrauliques  
et de la Pêche

Signé: **SEDDIK Saâd**

*Direction de Développement*  
*Sylvie Pastore*  
*2016*  
*10*

Ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche  
30 rue Alain Savary 1002 Tunis  
Tél : 71786833 Fax : 71799457 / 71780391 E-mail : [mag@ministeres.tn](mailto:mag@ministeres.tn) Site web : [www.agriculture.tn](http://www.agriculture.tn)



**Le Ministre de l'Agriculture,  
des Ressources Hydrauliques et de la Pêche**

**A**

**Monsieur le Représentant Résident  
de la Banque Africaine de Développement  
en Tunisie**



**Objet :** organisation de la première mission conjointe du Plan d'Investissement Forestier (PI/PIF) de la Tunisie.

**Réf. :** Lettre de la Banque Mondiale à Monsieur le Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale du 24 mai 2016.

**Monsieur le Représentant Résident,**

La mission de préparation du PI/PIF organisé, du 28 au 30 septembre 2015, par les BMD et sous la conduite du gouvernement tunisien, a abouti à l'élaboration d'un plan d'action.

Ce plan d'action a été exécuté conformément aux délais convenus et a permis d'aboutir à l'élaboration d'une première version du PI/PIF. Cette version devrait maintenant faire l'objet de consultations avec les parties prenantes pour valider le contenu et les orientations du PI/PIF.

C'est dans ce contexte que nous avons le plaisir de vous confirmer notre accord pour l'organisation de la première mission conjointe des BMD du 20 au 24 Juin 2016.

En réitérant mes remerciements pour votre appui constant, veuillez agréer, Madame la Représentante Résidente, mes salutations les plus distinguées.



Le Ministre de l'Agriculture,  
des Ressources Hydrauliques  
et de la Pêche  
**Signé: SEDDIK Saâd**

Ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche  
30 rue Alain Savary 1002 Tunis

Tél : 71786833 Fax : 71799457 / 71780391 E-mail : [mag@ministeres.tn](mailto:mag@ministeres.tn) Site web : [www.agriculture.tn](http://www.agriculture.tn)





Le Ministre de l'Agriculture,  
des Ressources Hydrauliques et de la Pêche

A

Monsieur le Représentant Résident  
de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement en  
Tunisie

DSP

**Objet :** organisation de la première mission conjointe du Plan d'Investissement Forestier (PI/PIF) de la Tunisie.

**Réf. :** Lettre de la Banque Mondiale à Monsieur le Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale du 24 mai 2016.

**Monsieur le Représentant Résident,**

La mission de préparation du PI/PIF organisé, du 28 au 30 septembre 2015, par les BMD et sous la conduite du gouvernement tunisien, a abouti à l'élaboration d'un plan d'action.

Ce plan d'action a été exécuté conformément aux délais convenus et a permis d'aboutir à l'élaboration d'une première version du PI/PIF. Cette version devrait maintenant faire l'objet de consultations avec les parties prenantes pour valider le contenu et les orientations du PI/PIF.

C'est dans ce contexte que nous avons le plaisir de vous confirmer notre accord pour l'organisation de la première mission conjointe des BMD du 20 au 24 Juin 2016.

En réitérant mes remerciements pour votre appui constant, veuillez agréer, Madame la Représentante Résidente, mes salutations les plus distinguées.



Direction de Développement  
Sylvie Paturel  
2016  
Date du 09/06/2016

Le Ministre de l'Agriculture,  
des Ressources Hydrauliques  
et de la Pêche  
Signé: SEDDIK Saad

Ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche  
30 rue Alain Savary 1002 Tunis

Tél : 71786833 Fax : 71799457 / 71780391 E-mail : [mag@ministeres.tn](mailto:mag@ministeres.tn) Site web : [www.agriculture.tn](http://www.agriculture.tn)

### Annexe 3 : Liste des participants

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Habib Abid	DGF	DGF	71 891 497	habibabid2001@yahoo.fr	
Toufik BENMOUNA	B.M	B.M		thecomm@worldbank.org	
Habib KZATER	AED Consultant	AED Consult	21 232 030	aedconsult@gmail.com	
Souad KLIBI	Consultant	PAI		kl.souad@yahoo.fr	
Samer Amor	Président du consortium	APEX Consult	31 947 092	amonsa.apex@net.tn	
Radhi Salah	Ingénieur			Salah-radhi@hotmail.com	
Slim Jarradi	DGF	DSP/DGF	98 801 245	slim.jarradi@gmail.com	

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
AKKENI Amel	Directeur	DGEM / M.E.D	25505590 70 928 655	amel.akkeni@minat.gov.tn	
Toufik BENMOUNA	-	B.M	-	thecomm@worldbank.org	
DRIDI Mohamed	Directeur	DEGEM/DEED	936452	dridi_alter@yahoo.fr	
Zahed Zaid	Chargé de projet	NEED	98939485	zahedi_mohamed@yahoo.com	
BATTI FAWZI	S/D-ETUDES	DGACTA	9781109	batti.fawzi@yahoo.es	
El FAIEH Jalel	Ingénieur	BAD	065510756 905 9906769 067152076529	j.f.fai@bad.tn	
Samer Amor	Dir	APEX Consult Président du consortium	31 947 092	amonsa.apex@net.tn	
ALEXANDER Rym	Analyste	BERD	+94713347645	ALEXANDER@BERD.com	
Adel Boudes	S/Directeur	DGP	99.816.180	boudes_adel@yahoo.fr	
Hichem KHAMLI	Directeur	DGEM/PAF	98542812 - 7842478	hichem.kh@net.tn	
Samel Zahrag	Directeur Adjoint	DGAB	26 480058 71 284.358	samelzahrag@gmail.com	



**LISTE DE PRÉSENCE**  
**1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE**  
 Réunion avec les institutions nationales  
 20 juin 2016  
 (12h à 14h)

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Nouveau Delmas	Directeur	DG Forest	98 190 113	nouveau@yaho.fr	
Nouri Abdelhamid	Directeur	DGF	98 136 566	Nouri-Abdelhamid@gmail.com	
Baptiste Alphonse					
Habib KRAEM	Consultant	AED Consult	98 222 030 F. 71 252 031	aedconsult@gnet.tn	
Khloua Tlili	S. Directeur	DG Forest	43 506 141	Khloua.tlili@yahoo.fr	
Sana Smida	S/Directeur	DGFOP	97 221 061	sana.smida@gmail.com	
Hamed Daly	Chercheur	INRA/INRAEF	52 342 006	Hamed.daly@gmail.com	
EL EUH Fatim	Directeur	DG Forest	98 382 721	el_euh@yahoo.fr	
Ben Salem Wiam	Sous-Directeur	O.E.P	98 651 657	bensalem.wiam@gmail.com	
Lamina Ben Salah	S/Directeur	O.E.P	98 560 203	lamina.bensalah@yahoo.com	
Ben Haba Nassif	S/Directeur	ACTA	98 521 422	benhaba@yahoo.fr	

**LISTE DE PRÉSENCE**  
**1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE**  
 Réunion avec le secteur privé  
 21 juin 2016  
 (10h à 12h)

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Mohamed Ben Naji	Directeur Régional et Communication	Centre des Initiatives et Consignations CDC	71 905 470	mhenaji@cdc.tn	
Doukha Dady	chargée de projets	Centre des Initiatives et Consignations CDC	71 905 999	dady@cdc.tn	
Zacouali Housni	Chargé de l'écovigilance	Centre des Initiatives et Consignations CDC	71 905 999	zacouali@cdc.tn	
ALBERT Baptiste	Chargé d'étude	FRTI	51 827 543	albert@fom-france.com	
Ghislaine EXOUX	Consultant	BAD	28 703 948	ghislaineexoux@gmail.com	
ALEXANDRE Ryan	Analyste, fonds clients	BERD	+44 77 339 265 45	ALEXANDRE@BERD.COM	
Belkacem Cheddy	Président/Chargé syndical/Union régionale	UTICA	27 480 360	cheddy.belkacem@malga.com.tn	
Toufik BENDOUAL	B.N	B.N	-	tbenboual@orange.fr	
Hassan MASSI	Associé/Dirigeant	BERD	-	hassan.massi@berd.com	
EL FAHFAH Jalel	BAD	BAD	98 107 916 +216 77 206 794	jalel.fahfa@afab.org	
M. Nohel Hani	Ingénieur/Technicien	Les Bouchonnières Tunisiennes	20 5 17 021	technique@lebzgaffroun.com	

LISTE DE PRESENCE  
1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE  
Réunion avec le secteur privé  
21 juin 2016  
(10h à 12h)

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Sondes KLIPPE	consultante	BERL		kl.sonder@yahoo.fr	
Slim Jarradi	Ingénieur	DGF	98 801 245	slim.jarradi@gmail.com	

LISTE DE PRESENCE  
1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE  
Réunion avec les représentants de la société civile  
22 juin 2016  
(10h à 12h)

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
ALMADEN Ryan	Analyste, Fonds Climat	BERD		ALMADEN@BERD.COM	
WIEDENBECK Marianna	Civil Society Engagement	BERD		wiedenbeck@berd.com	
Khalil Lajkhi	AKAD	AKAD	77303980	kh.lajkhi@gmail.com	
Yahyaoui Kamel	Président	A.T.P.N.E. Zaghouan	98 829 631	ATPNE_Zaghouan@hotmail.com	
Ammar Khamidi	PE	AKAD - Kaouar	77.313 980 98.213 507	khamidi.ammara@gmail.com	
DKhikhi Farid	Président	Association Hawar Bayari Ahmarouan	21 606 344	d.khikhi@orange.fr	
Bacchi Abdelaziz	Président	Association des pêcheurs de la région	24 230 229	abacchi@yahoo.fr	
Megui Belgacem	POU	J.N.E.N.E. S.M.	98 638 530	megui.belgacem@yahoo.fr	
Ben Brahim Gunt	membre de l'association	Association des Intervenant Agrum	98 970 557	bbgunt@gmail.com	
Benboukhat Mohamed Ahmed	membre de la société	Association des Intervenant Agrum	97 902 110	benboukhatmohamedahmed@yahoo.fr	
Mastour Ali	GAH Region Nafza	1	20 865 185	elotape.mastour@yahoo.fr	

LISTE DE PRESENCE  
1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE  
Réunion avec les représentants de la société civile  
22 juin 2016  
(10h à 12h)

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Fouzi Maamouri	Dirigeant	WVF Nafza de la région	71 750 557	fmaamouri@wvfna.org	
Mazen Chammouchi	Ingénieur, Chef de projet	Association AR Medenja	30 385 074	m.chammouchi@gmail.com	
Houda Bouafra	Présidente	Association des femmes de la région	+ 98 822 125 + 98 822 108 - 05 23 108	houdebouafra@yahoo.fr	
Ghaila EKRAMY	Consultant	BAD		ekramyghaila@gmail.com	
Samir Amour	DR, MEX, Gendat	Membre du comité de suivi FEM/PEX	71 940 092	amour.samir@gmail.com	
El Fakhri Jalil	Ingénieur BAD	Programme A.P. Nafza de la région	+ 98 822 125 + 98 822 108 - 05 23 108	j.fakhri@yahoo.fr	
Souad Akkouch	membre de l'association	Association des femmes de la région	98 822 125 98 822 108	souadakkouch@yahoo.fr	
Sondes KLIPPE	consultante	BERL		kl.sonder@yahoo.fr	



**LISTE DE PRESENCE**  
**1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE**  
**Réunion Point Focal PIF – Consortium – BMD**  
**22 juin 2016**  
**(12h à 14h)**

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Ameur Abdelkar	Paul Focal PIF	DGF	22 744 351	ameur79@yahoo.fr	
WIEDENBECK Karim	CiE Society Engagement	BERD		wiedenbeck@chref.com	
ALEXANDER Ayen	Analyste des Fonds Climats	BERD		ALEXANDER@BERD.com	
Slim Jarradi	Ingénieur	DGF	98 801 445	slim.jarradi@gmail.com	
Habib KRAEM	Consultant	AED consult	T: 71 232 030 F: 71 232 031	AEDCONSULT@GNET.TN	
GyBille EKOUYOU	Consultant	BAD		ekouyougybille@gmail.com	
LARS SCHMIDT	Consultant	FRM		lars.schmidt@gmx.org	
Samir Amous	DR APPEL CORREL	protection, FRM/BERD/BER	31 967 092	amous.s@apc.gov.tn	
ALGET Baghite	Chargé d'étude	FRM	51 827 543	baghite@sin-finance.com	
El Fakh Jalel	Ingénieur BMD	BAD	M: 98 773 08 794 00216 98 510 736	j.e.fakh@afab.org	
Sander KLIEB	Consultant	BN		R.sander@fahoo.fr	

**LISTE DE PRESENCE**  
**1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE**  
**Séance d'information sur la REDD+**  
**23 juin 2016**  
**(12h à 14h)**

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Sameh Amara	Directeur Adjoint	DGAB (Bio)	86 48 00 58 71 284 878	samehgharg@ gmail.com	
ALGET Baghite	Chargé d'étude	FRM	51 827 543	baghite@sin-finance.com	
GUELLOUZ Saba	Dir. Gestion des Ecosyst. Côtiers	A.P.A.L	(0) 71 908 566	s.guellouz@apal.mati.tn	
Toufik BENYAKUB	—	BN		tbennyakub@arabphoto.com	
GyBille EKOUYOU	Consultant	BAD		ekouyougybille@gmail.com	
Habib KRAEM	Consultant	AED consult	T: 71 232 030 F: 71 232 031	AEDCONSULT@GNET.TN	
Lars Schmidt	Consultant	FRM		lars@gmx.de	
Mansour Achennaf	chef service	Ministère de l'Etat et des Affaires Financières	58 466 537	mansourmachennaf@gmail.com	
Farah GHORBAL	ingénieur principal	DGF/OP	2353	farah.ghorbali@gmail.com	
Oumiss BECHIR	Directeur	APIA	96 235 421	oumissi.beckir@apia.com.tn	
El FAIEH Jalel	BAD	BAD	00216 773 08 794	j.e.fakh@afab.org	

**LISTE DE PRESENCE**  
**1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE**  
**Réunion Point Focal PIF – Consortium - BMD**  
**23 juin 2016**  
**(9h à 12h)**

Comité de Pilotage PIF

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Hichem Amira	Dir. Pr	Direction Coop Intern		amirahichem63@yahoo.com	
Chouraki Ali	Directeur	CFPA Rimel (AUEA)	98523290 / 2446366	CFPArimel@gmail.com	
MOHAMED TAHRANI	Directeur	MDICI	98621840 - 71848353	mohamed.tahrani@mdci.gov.tn	
WIEDENBECK Marianna	Engageant Sociéte Civile	BERD		wiedenbeck@berd.com	
ALEXANDR Ruyan	Donor Co-Financing (Climate)	BERD		ALEXANDR@BERD.COM	
KARRA Chedly	Sous Directeur Economie Forestière	DGF	22796765	cheddikarra@yahoo.fr	
EL FAIEH Jalil	Ingénieur BAP	BAD	+225 77306794 +216 98510736	j.elfaieh@afelb.org	
Fauzi Naamouri	Directeur	WWF	+216 98226785	fnaamouri@wwfna.org	
Habib Abis	DGF	DGF	71891141	habibabis201@yahoo.fr	
Anatari Sami	Directeur	DG/ACTA	71860294	anatari.sami@yahoo.fr	
BATTI FAUZI	S/Directeur	DG/ACTA	57211109	batti.fauzi@yahoo.es	
Amir Abdelhamid D(DFE)	DGF	DGF	98696866	Amir.Abelhamid@gmail.com	

**LISTE DE PRESENCE**  
**1ère MISSION CONJOINTE DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE**  
**Réunion Point Focal PIF – Consortium - BMD**  
**23 juin 2016**  
**(9h à 12h)**

Nom et prénom	Fonction	Institution	Téléphone - fax	E-mail	Signature
Ben Salem Lamin	S/Directeur	OEP	98560203	Ramia.hassan63@yahoo.com	
Hichem KHETAR	Directeur -	OPESTY PANU	98512512	hichem.khchetar@gmail.fr	
Toufik BENNOUVA	Sr. NRI	BAD		bennouva@wo.lthorak.us	
Gyille EKOUYOU	Consultant	BAD		ekouyougyille@gmail.com	
Habib KRAIEM	Experts Efficacité des interventions	AED CONSULT	T: 71 232 030 F: 71 232 031	AEDCONSULT@GNET.TN	
Baptiste ALGOET		FRM			
Houssein MEHREZ	Ch/Service	MDICI D.G. Infrastructure	55.741.544	houssain.mehrez@mdci.gov.tn	
MONDHER SAID	S.D.	DG - Agriculture	97504944	saidmondher@yahoo.fr	
Ben Amor Thawaya	Ingénieur chef	DG/REE	22580673	thawaya-benamor@yahoo.fr	
SAKOOTI Adel	DRPS	CRDA de Bizjak	98339006	s.adel@topnet.tn	
Choufi Med	A/FE	CRDA de Bizjak	96516813	choufi.medist@gmail.com	
Sondes KLIRSI	Consultante	BAT		kl.sondes@yahoo.fr	
Slim Jerradi	Ingénieur	DGF	98801245	slim.jerradi@gmail.com	

Annexe 4  
Termes de référence de la mission conjointe  
du Programme d'Investissement Forestier (PIF) en Tunisie  
20 - 24 Juin 2016

*Contexte de la mission*

Les fonds d'investissement climatiques (FIC) ont pour objectifs de promouvoir la coopération internationale sur les changements climatiques et d'appuyer les efforts des pays en développement pour atténuer la hausse des émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques. Deux fonds d'affectation spéciale ont été créés dans le cadre des FIC : (i) Le Fonds pour les technologies propres (FTP) qui appuie les projets et programmes qui contribuent à la démonstration, le déploiement et le transfert de technologies à faible émission de carbone ; (ii) Le Fond Stratégique pour le Climat (FSC) qui œuvre pour le financement de programmes et projets permettant de promouvoir des approches novatrices au changement climatique. Le FSC comprend trois programmes : le Programme Pilote pour la Résilience aux changements Climatiques (PPCR), le Programme pour la Valorisation à Grande Echelle des Energies Renouvelables dans les pays à faibles revenus (SREP) et le Programme d'Investissement Forestier (PIF) qui vise essentiellement à appuyer les efforts déployés par les pays en développement au titre du programme REDD à travers le financement d'investissements publics et privés identifiés dans le cadre des efforts déployés au plan national pour mettre en place une stratégie de préparation au programme REDD.

La Tunisie a été sélectionnée en mai 2015 par le sous-comité PIF parmi les pays pilotes du programme et a reçu une subvention de 250 000 USD pour préparer son plan d'investissement forestier avec l'appui des Banques Multilatérales de Développement (BMD) qui collaborent avec toutes les parties prenantes concernées (organisations des Nations Unies, partenaires bilatéraux, secteur privé, organisations de la société civile) pour apporter l'assistance technique nécessaire au gouvernement tunisien. Etant le « lead BMD » du PIF, la Banque Mondiale se charge de coordonner le travail des différents intervenants.

Dans ce contexte, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Européenne pour la Reconstitution et le Développement ont organisé du 28 au 30 septembre 2015 une mission de préparation du PIF sous la conduite du gouvernement tunisien. L'objectif de la mission était d'initier officiellement le processus de préparation du programme avec les parties prenantes et planifier les activités de préparation du PIF avec les responsables nationaux. Cette mission a eu comme principaux résultats (i) une harmonisation de la compréhension du programme, (ii) une confirmation de l'ancrage institutionnel du PIF à la DGF avec l'appui d'un comité national et d'un groupe d'experts, (iii) une identification des principaux défis du secteur forestier à prendre en considération dans la préparation du PIF, (iv) une concertation sur un plan d'action et (v) la détermination des activités prioritaires du programme suite à des débats avec le gouvernement et des représentants du secteur privé et la société civile, les activités visent notamment l'implication de la société civile et des privés, la détermination de la valeur économique et services environnementaux des forêts et parcs et la promotion du rôle de la recherche scientifique.

La mission de préparation a également permis de définir un plan d'action concerté pour la préparation de la mission conjointe qui prévoit les activités suivantes :

- Elaboration des TdR des consultants à recruter pour appuyer l'équipe technique dans la préparation du plan d'investissement du PIF ;
- Recrutement des consultants par la BM ;
- Préparation d'un premier draft du PIF ;
- Organisation de réunions (VC/AC) de revue de l'avancement du processus.



### *Activités réalisées depuis la mission de préparation*

Afin de concrétiser le plan d'action défini lors de la mission de préparation, les actions suivantes ont été réalisées :

1. Elaboration des TdRs par les BMD et le point focal FIP ;
2. Publication des TdRs sur le site de passation des marchés de la BM ;
3. Sélection de l'offre technique et financière du consortium FRM Ingénierie – AED Consult – APEX et signature du contrat le 17 – 02 – 2016 ;
4. Réalisation de la première mission du consortium du 07 au 23 mars 2016 et de la première mission technique des BMD du 21 au 24 mars 2016.

La mission des experts du consortium qui s'est tenue du 07 au 23 mars 2016 a organisé des échanges avec les acteurs du secteur forestier en Tunisie, notamment des représentants des institutions administratives, du secteur privé, de la société civile et des producteurs et exploitants forestiers, d'autre part, des visites de terrain ont été effectuées au gouvernorats de Sidi Bouzid et Béja afin notamment de rencontrer les acteurs locaux (arrondissements forestiers, GDA, micro-entreprises, ODESYANO, etc.) et de mieux appréhender les réalités de terrain.

La mission technique a également permis de discuter la méthodologie d'élaboration du PIF, d'affiner les principales orientations du plan d'investissement avec les experts et de convenir d'un plan d'action pour la production des documents attendus (annexe 1)

### *Objectifs de la mission conjointe*

En accord avec le gouvernement tunisien, les BMD participantes (Banque mondiale, Banque Africaine de Développement et Banque Européenne de Reconstruction et de Développement) mèneront la 1<sup>ère</sup> mission conjointe pour le FIP en Tunisie avec pour objectifs de :

- ✓ S'assurer que le projet du PI/PIF suit les lignes directrices du PIF;
- ✓ S'assurer de l'articulation des co-bénéfices du PI/PIF : Pauvreté, biodiversité, Adaptation ... ;
- ✓ S'accorder avec les parties prenantes sur les priorités d'investissement et projets identifiés;
- ✓ Assurer une consultation plus large avec toutes les parties prenantes ;
- ✓ S'assurer de la complémentarité et la synergie du PI/PIF avec les autres institutions, opportunités et activités contribuant au programme REDD+;
- ✓ Convenir de la stratégie de mobilisation des fonds pour financer le PI/PIF ;
- ✓ Formuler des recommandations en vue de finaliser la stratégie d'investissement du PI/PIF et les notes conceptuelles des projets pour soumission au sous-comité du FIP en novembre 2016.
- ✓ En marge de la mission, une séance d'information sera conduite par le consortium à destination des représentants des parties prenantes Institutions nationales, Secteur privé et Société civile. Elle permettra de renforcer la sensibilisation à la REDD+, et de présenter les travaux en cours d'élaboration du R-PP (plan de préparation à la REDD+) pour la Tunisie.

La mission conjointe sera conduite sous le leadership du gouvernement tunisien en la personne de Monsieur Ameer MOKHTAR, point focal de la Tunisie pour le PIF et Directeur Du Développement Sylvo-Pastoral, Direction Générale des Forêts (DGF), Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche. Pour les BMD, la mission sera

conduite par M. Taoufiq BENNOUNA, expert principal en Gestion des Ressources Naturelles à la Banque Mondiale (BM), et comprendra : M. Adnen Bezzaouia (expert environnement Banque mondiale) ; M. Jalel EL FALEH, Ingénieur en Irrigation à la Banque Africaine de Développement (BAD) ; M. Thomas Legrand, Expert FIP/REDD+ à la Banque Africaine de Développement (BAD) et Mme Marianna Wiedenbeck Associate Civil Society Manager à la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD).

### *Résultats escomptés*

Le PI/PIF sera conçu pour atteindre quatre objectifs spécifiques:

- ✓ Initier et faciliter les étapes vers des changements transformationnels dans les pays en développement liés aux politiques et pratiques forestières ;
- ✓ Piloter des modèles transposables pour générer la compréhension et l'apprentissage des liens entre la mise en œuvre des investissements, des politiques relatives aux forêts et des mesures de réductions d'émissions à long terme et la conservation, la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier dans les pays en développement. En s'engageant à appliquer a priori et a posteriori l'évaluation des programmes et projets d'impact, le PI/PIF veillera à ce que les résultats et l'efficacité des interventions soutenues dans la réduction de la déforestation et la dégradation des forêts peuvent être mesurés;
- ✓ Faciliter la mobilisation de ressources financières supplémentaires pour la REDD+ pour permettre une réduction efficace et durable de la déforestation et de la dégradation des forêts, améliorant ainsi la gestion durable des forêts; et
- ✓ Fournir une précieuse expérience et des commentaires dans le cadre des délibérations de la CCNUCC sur la REDD+.

Pour chercher à atteindre les objectifs ci-dessus, le FIP soutiendra et fera la promotion, entre autres, des investissements dans les domaines suivants:

- ✓ Renforcement des capacités institutionnelles, de la gouvernance et de l'information forestière, tels que: la mise en œuvre des systèmes de surveillance des forêts, la gestion de l'information et de l'inventaire; le soutien au développement juridique, financier et institutionnel, y compris l'application des réglementations forestières, la cartographie et la réforme du régime foncier; l'élimination des incitations perverses favorisant la déforestation et la dégradation des forêts; exercices de planification intersectorielle et paysagère; transfert de technologies écologiquement rationnelles, le renforcement des capacités des communautés locales et la concertation avec des organisations (locales) de la société civile;
- ✓ Les investissements dans les mesures d'atténuation des forêts, y compris des services tels que des écosystèmes forestiers: conservation des forêts; la promotion des paiements pour les services environnementaux et d'autres arrangements de partage équitable des avantages; restauration et la gestion durable des forêts et des paysages dégradés; boisement et reboisement sur les terres déboisées; la restructuration des industries forestières et la promotion de partenariats entre les entreprises communautaires ainsi que les partenariats entre la société civile et le secteur privé; mesures de protection des forêts; l'amélioration des pratiques de gestion des terres; et la promotion de la certification des forêts et de la durabilité;



- ✓ Les investissements en dehors du secteur forestier nécessaires pour réduire la pression sur les forêts, tels que: les moyens alternatifs de subsistance et de réduction de la pauvreté; programmes d'énergie alternatives; investissements agricoles dans le cadre de la rationalisation de l'aménagement du territoire; et l'intensification agricole, y compris l'agroforesterie.

Les résultats attendus de la mission conjointe sont les suivants:

- ✓ Confirmer que les orientations et axes de développement du PI/PIF de la Tunisie sont en ligne avec les objectifs spécifiques cités ci-dessus ;
- ✓ S'assurer que les acteurs clés (institutions nationales, organisations non gouvernementales et société civile, secteur privé, communautés locales, et les partenaires techniques et financiers) ont été impliqués dans le processus de préparation du PI/PIF et ont été consultés sur les orientations proposés par le PI/PIF;
- ✓ Les priorités d'investissement proposés sont cohérentes et complètent les projets en cours
- ✓ Le cadre logique du PI/PIF est mis en place
- ✓ La stratégie de mobilisation des fonds pour les projets d'investissement est mise en place
- ✓ Un plan d'action pour la finalisation et la soumission du PI/PIF est convenue et mise en place

### *Calendrier de réalisation*

Date	Heure	Activité	Lieu
<b>20 06</b>	8:30 - 9:30	Réunion interne BMD	BM
	10:00 - 12:00	Réunion BMD – Consortium – DGF – comité de pilotage PIF - Finalisation de l'agenda de la mission et ses objectifs ; - Vérification des présentations du PI/PIF et du R-PP - Discussion du fonctionnement du comité de pilotage PIF	MARHP
	13:00 – 15:30	Présentation du PI /PIF et discussions avec les institutions nationales : discussion des axes d'orientations, collecte des commentaires.	MARHP
<b>21 06</b>	8:30 - 9:30	Réunion interne BMD	BM
	10:00 – 12:30	Présentation du PI /PIF et discussions avec les représentants du secteur privé: Discussion des axes d'orientation et collecte des commentaires.	MARHP
	13:30–15:30	Présentation du PI /PIF et du R-PP et discussions avec les partenaires techniques et financiers: Discussion des axes d'orientation et collecte des commentaires.	MARHP
<b>22 06</b>	8:30 – 9:30	Réunion interne BMD	BM
	10:00 – 12:00	Réunion avec les représentants de la société civile	MARHP
	13:00 – 15:30	Réunion point focal PIF – consortium – BMD pour la synthèse et discussion des recommandations collectées auprès des parties prenantes	MARHP

<b>23 06</b>	-	9:00 – 12:00	Réunion comité de pilotage PIF – consortium – BMD pour convenir des orientations stratégiques du PI/PIF et les valider		MARHP
		13:00 – 15:30	Séance d'information sur la REDD+, à destination des représentants des institutions nationales, du secteur privé, de la société civile	Finalisation de l'aide-mémoire	MARHP
<b>24 06</b>	-	8:30 – 9:30	Réunion interne BMD		BM
		10:00 – 12:00	Restitution de l'aide-mémoire au Ministre de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP)		MARHP
		13:30 – 14:30	Restitution de l'aide-mémoire - MIDCI		